

**RAPPORT N° 2023/7-19
du Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 7 décembre 2023**

OBJET :

MARCHE DE TRANSPORT SCOLAIRE DE SAINTE-MARIE - AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES DE TRANSPORT SCOLAIRE DE SAINTE-MARIE DU LOT M POUR UNE DUREE DE 5 ANNÉES SCOLAIRES ET 110 JOURS SCOLAIRES (JANVIER 2024 À JUILLET 2029).

Conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'Offre et par décision du Bureau Communautaire du jeudi 06 juillet 2023, le marché a été passé avec la société CITEVA de la manière suivante :

- **LOT M :** Secteurs de Ressource Barau, Beaufond, Ravine des Chèvres, Les Cafés, La Convenance, Les Jacques, Centre-Ville, Le Verger, La Mare, Coco Robert. Le transport effectué au moyen de 8 véhicules de 54 places minimum et 61 places maximum, a été attribué pour un montant de 2 093 919,79€ H.T sur les 6 années scolaires à compter de la rentrée d'Aout 2023

La société CITEVA n'a pas déferé à la mise en demeure adressée par la CINOR, une procédure de résiliation aux torts exclusifs du titulaire du lot M a donc été proposé et mis en délibération par le Bureau Communautaire en date du 26 octobre 2023.

Une nouvelle procédure de consultation sous la forme d'un marché à procédure adaptée MAPA a été réalisé afin d'assurer la continuité du service public à la rentrée du mois d'Octobre jusqu'aux vacances de décembre 2023.

En parallèle, une procédure en Appel d'Offres Ouvert a été lancée afin de retenir le prochain prestataire qui devra assurer le lot M du marché de transport scolaire de Sainte-Marie pour une durée de 5 années scolaires et 110 jours scolaire soit de janvier 2024 à juillet 2029

La date limite de remise des offres a été fixée au lundi 20 novembre 2023 à 12h00 locale pour le lot concerné.

- Procédure de consultation : Appel d'offres ouvert, selon article 33, 57 à 59 du code des marchés publics. Aucune négociation n'est admise.
- Type de marché : prestation de services à prix unitaires.
- Décomposition en lots : marché scindé en 1 lot distinct :

LOT M : Secteurs de Ressource Barau, Beaufond, Ravine des Chèvres, Les Cafés, La Convenance, Les Jacques, Centre-Ville, Le Verger, La Mare, Coco Robert. Le transport effectué au moyen de 8 véhicules de 54 places minimum et 61 places maximum pour l'ensemble des cars du lot et dont le montant estimée sur 5 années scolaires et 110 jours scolaire est de 2 510 129,47€ H.T



- Mode de dévolution : le marché est scindé en 1 lot distincts.
- Durée : Le présent marché est conclu pour la durée de 5 années scolaires et 110 jours scolaires à compter de la rentrée scolaire du mois de janvier 2024 soit jusqu'en juillet 2029.
- Publicité : niveau européen
- Avis de marché transmis pour lundi 16 octobre 2023

Dans la perspective de garantir la continuité du service public à l'échéance de la rentrée de janvier 2024 la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer au prestataire ayant présenté l'offre la plus économiquement avantageuses, pour les 5 années scolaires et 110 jours scolaires :

Lot	Attributaire	Montant H.T pour 5 années scolaires et 110 jours scolaires	Offre classée 2ième	Montant pour 5 années scolaires et 110 jours scolaires
M	SARL Moutoussamy et Fils	2 330 641,52€	Groupeement Autocars des Mascareignes et SARL Transports L'Oiseau Bleu	2 316 268, 06€

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2023/7-19
du Bureau de la Communauté
en séance du 7 décembre 2023**

**MARCHE DE TRANSPORT SCOLAIRE DE SAINTE-MARIE - AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES DE
TRANSPORT SCOLAIRE DE SAINTE-MARIE DU LOT M POUR UNE DUREE DE 5 ANNÉES SCOLAIRES ET 110
JOURS SCOLAIRES (JANVIER 2024 À JUILLET 2029).**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/7-19 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du lot M

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer le marché de transport scolaire de la commune de Sainte-Marie pour le lot M, conformément à la décision d'attribution de la CAO pour les montants suivants :

Lot	Attributaire	Montant H.T pour 5 années scolaires et 110 jours scolaires	Offre classée 2ième	Montant pour 5 années scolaires et 110 jours scolaires
M	SARL Moutoussamy et Fils	2 330 641,52€	Groupeement Autocars des Mascareignes et SARL Transports L'Oiseau Bleu	2 316 268, 06€

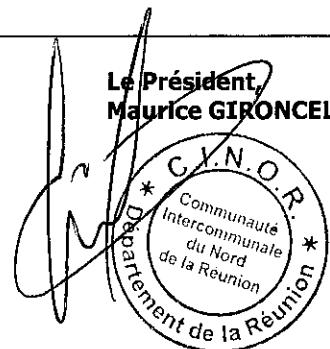
ARTICLE 3

D'autoriser le Président, dans le cas où les attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées deuxièmes par la Commission d'Appel d'Offres en date du 223 juin 2022 pour chacun des lots pour les montants figurant ci-après en annexe à la présente décision sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies par les articles R 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Nombre de votants : 14 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **14 DEC 2023**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20231207-BC2023-7-19-DE
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023